

Nicolas Sarkozy : « La France est de retour en Europe »

Par [JFB](#) le ven 18/05/2007 - 03:31

Election présidentielle

Les partenaires européens de la France attendaient avec impatience et intérêt le résultat de l'élection présidentielle, communiqué le 6 mai, à 20 heures précise, tel que l'exige la loi française. Les journaux européens du soir et du lendemain commentaient en cœur le grand élan démocratique du peuple français qui s'est porté massivement aux urnes (un taux de participation de 86%) et l'avènement de Nicolas Sarkozy à la plus haute fonction de l'Etat français : «Sarkozy ou la soif de pouvoir» (El Pais), «Quel changement avec Sarkozy ?» (The Times), «Le nouvel homme fort» (Die Welt), «Les raisons d'une victoire» (La Stampa), «Nicolas Sarkozy : Enfin un Hongrois qui n'a pas peur de rêver en grand !» (Heti Válasz), etc... Dès l'annonce du résultat, plusieurs chefs d'Etat européens ont félicité le vainqueur. Ce fut le cas, aussi, de José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne qui, saluant la victoire de Nicolas Sarkozy, lui a déclaré «toute sa confiance pour exercer un rôle moteur dans la consolidation de l'Europe politique».

La France est en effet très attendue sur les dossiers européens, et notamment pour dépasser la crise institutionnelle qui frappe l'Union européenne depuis le rejet, par la France elle-même et les Pays-Bas, de la Constitution européenne, et pour relancer le processus d'intégration.



La France dans l'Europe

Depuis le début de la construction européenne, la France joue un rôle d'impulsion fondamental avec ses partenaires. L'Union européenne de 2007 ne peut qu'attendre

de la France un retour au premier plan sur la scène européenne. Les mots de M. Barroso vont dans ce sens : «La France a toujours occupé une place centrale sur l'échiquier politique européen et il ne peut y avoir d'Europe forte sans une France européenne. Cette élection était donc également importante pour l'Europe et son résultat très attendu. Importante parce que le vote des Français s'est très majoritairement porté, que ce soit au premier tour ou au second tour, sur des candidats qui n'ont pas mis leur drapeau européen dans la poche. A travers cette élection, c'est le oui à l'Europe qui l'a emporté et je ne peux que m'en réjouir.»

Relancer l'Europe

Au cœur de cette relance attendue, l'évolution des relations franco-allemandes va jouer un rôle essentiel. D'une part parce que, dans l'Histoire européenne, le moteur franco-allemand a souvent permis des avancées. D'autre part parce que l'Allemagne a aujourd'hui la présidence de l'Union européenne et souhaite sortir l'Europe de l'ornière où elle s'est mise. La Chancelière allemande, Angela Merkel, multiplie en effet les contacts et les négociations avec ses partenaires européens. Ses ministres s'emploient à déminer les dossiers les plus délicats. Ses experts mettent au point des formules de compromis partout où les divisions entre les Etats membres compliquent la recherche d'un accord.

Méfiance outre-Rhin

Si la Chancelière allemande a consacré un long chapitre à l'élection présidentielle française au journal du soir et si elle s'est réjouie de rencontrer Nicolas Sarkozy, qui a annoncé son intention de se rendre rapidement à Berlin pour son premier voyage à l'étranger, il n'empêche que, durant toute la campagne, l'attitude des deux candidats français sur leur conception des relations franco-allemandes a suscité un certain nombre d'interrogations outre-Rhin. «Nicolas Sarkozy, à de multiples reprises, a relativisé l'importance du couple franco-allemand, son style à la hussarde a souvent surpris et parfois indigné, notamment lors de ses interventions en faveur des intérêts industriels français lorsqu'il était ministre des finances. Ses références à l'Histoire de l'Allemagne nazie pendant la campagne électorale ont laissé perplexe. Lors de sa rencontre avec la Chancelière au mois de février, le candidat de l'UMP se serait, en outre, interrogé sur l'opportunité de maintenir les conseils des ministres

semestriels franco-allemands.» (Le Monde, 5 mai 2007). Attendons donc la première visite officielle du nouveau président français pour prendre le pouls de ce nouveau couple franco-allemand. En outre, on peut espérer que les contacts personnels développés par Nicolas Sarkozy avec plusieurs dirigeants européens (Tony Blair, Jose Luis Zapatero, Romano Prodi... etc) et qui faisaient défaut à Jacques Chirac, participent à la relance de l'Europe et au rôle que la France peut jouer, en modifiant aussi peut-être, les alliances traditionnelles.

Engagement européen

Le peu d'intérêt manifesté pour Bruxelles par Nicolas Sarkozy lorsqu'il était membre du gouvernement (il était absent de la plupart des conseils des ministres de l'Union européenne) contraste avec son discours, au soir de l'élection, dans lequel la référence à l'Europe figure en bonne place : "Je veux lancer un appel à nos partenaires européens, auxquels notre destin est lié, pour leur dire que toute ma vie j'ai été européen, que je crois en la construction européenne et que ce soir la France est de retour en Europe. Mais je les conjure d'entendre la voix des peuples qui veulent être protégés. Je les conjure de ne pas rester sourds à la colère des peuples qui perçoivent l'Union européenne non comme une protection mais comme le cheval de Troie de toutes les menaces que portent en elles les transformations du monde.» Cela augure-t-il d'une réelle volonté de coopération avec ses partenaires européens et d'un engagement fort de sa part ? Les prochaines échéances européennes qui vont s'enchaîner rapidement nous le diront. Dès la fin du mois de juin, le Conseil européen, qui marquera la fin de la présidence allemande, tentera de relancer l'Europe politique et de «disposer d'une feuille de route qui indiquerait comment un traité constitutionnel peut être vraiment concrétisé», selon les mots d'Angela Merkel. Sur le traité, la position de Nicolas Sarkozy est claire : il souhaite un traité simplifié qui reprendrait toutes les novations juridiques et institutionnelles contenues dans le projet de traité constitutionnel. Parmi les autres sujets européens abordés par Nicolas Sarkozy figure le souhait, pour l'UE, d'avoir une présidence stable et un ministre des affaires étrangères. Il veut aussi revenir sur la règle de l'unanimité qui empêche une politique de l'immigration commune. Autre dossier chaud : la Turquie. Il a en effet promis d'interrompre les négociations d'adhésion qui ont débuté en octobre 2005. Sur le plan économique et monétaire, la Commission européenne redoute les appels à la préférence communautaire lancés par le nouveau président ainsi que les critiques à l'égard de la politique monétaire de la

Banque centrale européenne que Nicolas Sarkozy a émises à plusieurs reprises lors de la campagne. Tous ces sujets feront l'actualité européenne des deux prochaines années, avec un point d'orgue au deuxième semestre 2008, quand la France elle-même assumera la présidence de l'Union.

Carine Palacci

•
Catégorie
Agenda Culturel